

## DOPAGE Jeux olympiques

## Qui a le pouvoir de lutter ?

**A six semaines des Jeux, le CIO aimerait que les fédérations internationales prennent exemple sur l'IAAF en prononçant des sanctions.**

**A**ux fédérations internationales de jouer : c'est le message essentiel délivré par le Comité international olympique (CIO) en matière de lutte contre le dopage, qui aimerait que l'exemple de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), intransigeante avec la Russie, soit la norme à six semaines des JO de Rio (5-21 août).

Mais entre l'IAAF, qui prend le sujet à bras-le-corps face au scandale le plus grave de son histoire, et d'autres fédérations qui ne pratiquent même pas de contrôles sanguins, les différences sont grandes, et les moyens de pression du CIO limités.

#### Les Fédérations internationales jouant le jeu

L'IAAF, bien sûr, se montre intraitable. Le signal est d'autant plus fort, avec la suspension réaffirmée de la Fédération russe (ARAF), que l'athlétisme est le sport olympique N.1 et que ses stars sont celles des JO. Sauf décision contraire du Tri-

bunal arbitral du sport (TAS) et sauf exception pour une poignée d'athlètes « propres » qui pourraient être repêchés, la « tsarine » de la perche Yelena Isinbayeva ou le champion du monde du 110 m haies Sergey Shubakov ne verront pas Rio.

L'IAAF n'est pas tout à fait seule dans ce combat, et le CIO a voulu soutenir les autres Fédérations internationales (FI). Toutes les FI sont appelées à examiner le cas de chaque sportif russe

ou kenyan sélectionné pour les Jeux, à l'initiative du CIO mardi. Certaines pourraient passer à l'action en termes de suspension d'autres pays.

La Fédération internationale d'haltérophilie (IWF) a ainsi déjà suspendu la Fédération bulgare, et pourrait prendre les mêmes mesures contre celle du Kazakhstan dont les quatre champions olympiques 2012 ont été déclarés positifs à l'issue de « réanalyses ». La Fédération russe d'haltérophilie est aussi dans le collimateur avec son médaillé d'argent à Londres, Ahti Aukhadov (85 kg), aussi positif. La commission exécutive de l'IWF, réunie hier et aujourd'hui à Tbilissi, consacrera « une journée entière aux questions de lutte antidopage ».

#### Les mauvais élèves

La Fédération internationale de boxe (AIBA), fermement sermonnée par le CIO, va devoir se

montrer irréprochable. Il lui est reproché d'avoir effectué très peu de contrôles hors compétition au cours de l'année précédant les JO 2016. « Nous devons nous assurer que la boxe sera entièrement propre à Rio », a indiqué récemment le président de l'AIBA, le Taïwanais Ching-Kuo Wu. Un boxeur turc, Adem Kilicci (-75 kg), qualifié pour Rio, figure parmi les 23 athlètes positifs à Londres après réanalyse.

La natation est également sous pression avec le cas Yulia Efimova (positive au melidonium) et les révélations par la presse que deux personnes au cœur du système russe de lutte antidopage, dont Grigori Rodtchenkov, l'ancien patron du laboratoire antidopage russe, auraient proposé en 2011 à la Fédération russe de natation de ne pas contrôler certains nageurs, moyennant une importante somme d'argent.

#### Quatre pays sous contrôle

Au delà des FI, quatre pays sont en difficultés : la Russie, le Kenya, le Mexique et l'Espagne, qui sont actuellement déclarés en non-conformité avec le Code mondial antidopage. Le problème sera réglé pour le Mexique et l'Espagne, non conformes pour de simples raisons administratives. En revanche, « il y a des doutes sérieux sur la présomption d'innocence des athlètes russes et kenyans », a assé-

né mardi Thomas Bach, le président du CIO. Si le cas russe est désormais scellé, c'est moins clair pour le Kenya.

« Les athlètes kenyans sont parmi les plus contrôlés dans notre sport, à la fois dans leur pays et en dehors », a expliqué hier l'IAAF. « Nous sommes capables de localiser les athlètes de l'élite kenyane et de les contrôler régulièrement. Ça ne veut pas dire que tous les athlètes kenyans sont propres – nous ne pouvons affirmer ça pour aucun pays – mais nous pouvons être confiants dans le fait qu'un véritable programme efficace les concernant a été mis en place ».

#### Quels moyens de pression pour le CIO ?

À six semaines des Jeux de Rio, le calendrier ne facilite pas la tâche du CIO. Il est désormais trop tard pour que des sanctions d'envergure soient prononcées – hormis en athlétisme donc – à moins que de nouveaux scandales n'éclatent. La remise prochaine (avant le 15 juillet) d'une enquête de l'Agence mondiale antidopage (AMA) concernant un supposé système de tricherie organisé lors des JO d'hiver de Sochi 2014, en faveur des Russes, pourrait pousser le CIO à utiliser « l'arme nucléaire » : la suspension d'un Comité national olympique complet. « Exclure toute l'équipe de Russie des JO de Rio serait l'option nucléaire. Mais

cela n'est pas impossible », a estimé dimanche Dick Pound, l'ancien président de l'AMA. ■